



Conseil de sécurité

Soixante-troisième année

Provisoire

5984^e séance

Samedi 27 septembre 2008, à 16 heures
New York

<i>Président :</i>	M. Kafando	(Burkina Faso)
<i>Membres :</i>	Afrique du Sud	M. Kumalo
	Belgique	M. Grauls
	Chine	M. Liu Zhenmin
	Costa Rica	M. Weisleder
	Croatie	M. Viločić
	États-Unis d'Amérique	M. Khalilzad
	Fédération de Russie	M. Churkin
	France	M. Ripert
	Indonésie	M. Natalegawa
	Italie	M. Mantovani
	Jamahiriya arabe libyenne	M. Dabbashi
	Panama	M ^{me} Jâcome
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . .	Sir John Sawers
	Viet Nam	M. Hoang Chi Trung

Ordre du jour

Non-prolifération

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A.

08-52495 (F)



La séance est ouverte à 16 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Non-prolifération

Le Président : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu du représentant de l'Allemagne une lettre dans laquelle il demande à être invité à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Suivant la pratique établie, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ce représentant à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Hanz (Allemagne) occupe le siège qui lui est réservé sur le côté de la salle du Conseil.

Le Président : Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2008/624, qui contient le texte d'un projet de résolution présenté par l'Allemagne, la Belgique, la Chine, la Croatie, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la France, l'Italie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Je crois comprendre que le Conseil de sécurité est prêt à voter sur le projet de résolution dont il est saisi. Si je n'entends pas d'objection, je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Je vais maintenant donner la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration avant le vote.

M. Natalegawa (Indonésie) (*parle en anglais*) : La position de principe de l'Indonésie sur la question dont est saisi le Conseil reste inchangée. Tout d'abord, il est impératif de trouver une solution pacifique à toute question relative à la non-prolifération nucléaire.

Deuxièmement, toute solution doit être régie par la nécessité de protéger l'intégrité des arrangements

multilatéraux, en particulier le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui se fonde sur trois piliers essentiels, à savoir la non-prolifération, l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et le désarmement nucléaire.

Troisièmement, l'Indonésie a totalement confiance dans la crédibilité, l'indépendance et l'efficacité de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), seule autorité compétente pour vérifier que les États Membres respectent leurs obligations respectives en matière de garanties.

Le présent projet de résolution ne prévoit aucune nouvelle sanction contre l'Iran. S'il l'avait fait, nous n'aurions pas été en mesure de l'appuyer. Le projet de résolution réaffirme les déclarations et résolutions adoptées précédemment, ainsi que les appels lancés à l'Iran pour qu'il s'acquitte pleinement des obligations contractées en vertu de ces résolutions.

Cependant, l'on ne peut se contenter de cela. Par principe, l'Indonésie accorde la plus haute importance à une solution négociée au problème. Nous sommes fermement convaincus que la négociation et le dialogue offrent les meilleures chances d'y parvenir. Ma délégation se félicite donc que son amendement réaffirmant l'engagement du Conseil de rechercher une solution négociée au problème dans le cadre de l'approche à double voie ait été retenu. Ces deux voies doivent avoir les mêmes objectifs communs et ne pas s'annuler l'une l'autre. Il convient d'encourager et de promouvoir un climat favorable aux négociations.

L'Indonésie s'emploiera sincèrement à veiller à ce que les résolutions du Conseil apportent une valeur ajoutée à cette approche à double voie, au lieu de l'affaiblir, et à ce qu'elles encouragent, et non entravent, les négociations. De notre point de vue, le projet de résolution dont nous sommes saisis constitue, avant tout, une réaffirmation de la promesse intrinsèque de la négociation comme moyen de trouver des solutions.

Compte tenu de ces considérations et pour ces raisons, l'Indonésie votera pour le projet de résolution dont nous sommes saisis aujourd'hui.

Le Président : Le Conseil va maintenant procéder au vote sur le projet de résolution (S/2008/624) dont il est saisi.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour :

Afrique du Sud, Belgique, Burkina Faso, Chine, Costa Rica, Croatie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Indonésie, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Panama, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Viet Nam

Le Président : Le résultat du vote est le suivant : 15 voix pour. Le projet de résolution est adopté à l'unanimité en tant que résolution 1835 (2008).

Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 16 h 15.